

Dossier

MIDTERMS : UNE CLAQUE POUR TRUMP, MAIS PAS UN CHÈQUE EN BLANC POUR LES DÉMOCRATES !

pages 8-9

RÉVOLUTIONNAIRES

67 12 NOVEMBRE 2026 · 2 € · LE JOURNAL DU **NPA-RÉVOLUTIONNAIRES** POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



ÉDITORIAL

Amplifier le mouvement pour gagner

Mardi 10 novembre, à l'appel de l'intersyndicale de l'Éducation nationale et des coordinations nationales étudiante et lycéenne, il y avait des dizaines de milliers de manifestants dans le pays qui réclamaient la fin de Parcoursup, mais aussi des augmentations de salaire. Le 5, il y avait entre 600 000 et 1,5 million de manifestants, et entre 150 000 et 250 000 le samedi qui a suivi. Le gouvernement a beau tenter d'intimider avec ses interdictions de manifester et la violence débridée de sa police, rien n'y fait : le mouvement est loin de s'éteindre. Sa seule réponse a été le lancement d'une « concertation » avec les syndicats et les patrons qui non seulement a exclu les jeunes, mais a accouché de résultats dérisoires : une augmentation de 1,6 % du Smic, soit 23,65 euros, même pas le prix d'un café au comptoir par journée de travail ! Les travailleurs ne demandent pas l'aumône ! Du coup, la CGT et l'intersyndicale fonction publique appellent à une nouvelle journée de grève le 17 novembre.

LES LYCÉENS, FER DE LANCE DU MOUVEMENT

Jusqu'à maintenant, le fer de lance du mouvement reste les jeunes, surtout les lycéens. C'est bien pourquoi le gouvernement tente de les terroriser par une répression brutale qui s'est encore amplifiée : il suffit désormais que des lycéens se regroupent devant leur lycée pour que les flics chargent. Partout : en région parisienne, mais aussi à Rouen, à Lyon, à Marseille, à Toulouse.

SUITE **PAGE 2** >>

NPA RÉVOLUTIONNAIRES

Où en est le mouvement un mois et demi après l'irruption lycéenne ?

Face à la mobilisation de jeunesse initiée par les lycéens, la stratégie « d'essoufflement » du gouvernement, avec d'un côté une répression féroce et de l'autre de pseudo-négociations, ne fonctionne pas. De l'aveu même de l'État, les manifestations ont connu un nouveau pic le 5 novembre grâce à la participation de centaines de milliers de travailleurs grévistes, tandis que les assemblées générales étudiantes qui se tiennent dans sa foulée dépassent les records atteints auparavant : 1 700 à Bordeaux Montesquieu, 1 000 à Nantes, 900 à Marseille, 1 000 aux Saint-Pères à Paris, etc.



Le mouvement est parti pour durer. Le spectre des examens, certes un frein à la mobilisation, oblige les présidences d'université à négocier des modalités de réouverture partielles des campus avec les étudiants mobilisés, ce qui ramène des centaines de personnes en assemblée générale pour statuer sur l'attitude à avoir vis-à-vis des examens : blocage, notes planchers, validation automatique du semestre ?

Visés par les fermetures administratives à répétition pour empêcher le mouvement étudiant de se développer, les étudiants soucieux de construire le mouvement se retrouvent en assemblées générales interfacs, qui impulsent véritablement une orientation politique à Paris ou Lyon en déposant des manifestations ou formant de larges services d'ordre.

Dans les lycées, les équipes militantes – nourries des expériences de leurs camarades depuis des semaines grâce à leur participation, leurs cadres de coordinations régionaux ou nationaux – multiplient les assemblées générales dans leurs établissements pour entraîner les lycéens moins militants. À Nantes, ce sont des centaines de lycéens d'un même établissement qui se sont parfois réunis en assemblée générale. Ils ont bien raison, d'autant plus que les cours en distanciel font violemment leur retour : une semaine entière pour tout le 93 ! Plus le mouvement sera structuré, au plus près des lycéens mobilisés, de leurs lycées jusqu'à l'échelle nationale, plus celui-ci à des chances de surmonter les obstacles sur son chemin !

Les coordinations nationales alimentent ainsi « par le haut » les initiatives de structuration « à la base », non seulement par les échanges d'expérience entre militants du mouvement, mais également en fournissant les perspectives politiques que les appareils syndicaux ou politiques préexistants se refusent à apporter.

Du côté de LFI, le soutien au mouvement – extrêmement visible – ne cache pas la volonté de canaliser celui-ci à des fins purement électorales : aucune politique n'est proposée au mouvement pour lui permettre de se développer. Du côté des directions syndicales, c'est le retour des journées saute-moutons (parfois avec plusieurs semaines d'écart !) et de la valse des négociations à Matignon. Qui a mandaté ces organisations pour aller négocier des miettes avec le gouvernement, ce qui alimente la propagande de ce dernier ? Certainement pas les travailleurs ou les jeunes mobilisés !

> « Le mouvement actuel peut arracher la fin de Parcoursup et du tri social dans l'enseignement. Il peut obtenir des centaines de milliers de places à l'université. »

Les coordinations nationales lycéennes et étudiantes (CNL et CNE) sont des outils indispensables pour rythmer la mobilisation et cherchent à entraîner des secteurs du monde du travail malgré le conservatisme des appareils syndicaux. Que ce soit en appelant à des journées nationales de manifestation comme le 3 novembre (qui a permis d'ouvrir une petite brèche sur la conquête du droit à manifester dans les centres-villes) ou 10 novembre (rejoint d'ailleurs par des syndicats de l'enseignement) ou en impulsant des initiatives de jonction avec le monde du travail (12 novembre), ces embryons de coordinations postulent à la direction du mouvement.

Le mouvement actuel peut gagner face au gouvernement. Il peut arracher la fin de Parcoursup et du tri social dans l'enseignement. Il peut obtenir des centaines de milliers de places à l'université. Une telle victoire, obtenue à l'initiative de la jeunesse ouvrière face à un gouvernement rompu aux méthodes de l'extrême droite, pourrait entraîner le monde du travail et être le début d'un mouvement d'ensemble vers une grève générale pour enfin remettre en question le pouvoir des patrons.

LOIE FLORES ET **STEFAN INO**

Dans les lycées, la répression s'intensifie et s'abat maintenant sur le personnel

Alors que le gouvernement a tenté, sans succès, d'interdire les manifestations pendant les vacances, la brutalité policière contre les lycéens a encore franchi un cran à la rentrée. Dès lundi 2 novembre, cette violence s'est exercée non seulement contre les lycéennes et lycéens, mais aussi contre des membres du personnel : en Seine-Saint-Denis, c'est une AED du lycée Paul-Robert aux Lilas qui a été interpellée et placée en garde-à-vue. À Montpellier, c'est une infirmière scolaire du lycée Jean-Monnet qui a été rouée de coups puis placée en garde à vue pour avoir voulu protéger un élève. À Paris, Rouen, Grenoble, Bordeaux… partout, on a constaté une répression policière très importante en ce lundi de rentrée. Le même jour, la rectrice de l'Académie de Paris, Julie Benetti, a envoyé une lettre aux parents annonçant qu'elle soutenait *« inconditionnellement »* les plaintes déposées par des chefs d'établissement contre les élèves.

Les jours suivants ont confirmé cette accentuation de la répression. Le 2 novembre, devant le lycée Louise-Michel de Grenoble, les CRS violentaient lycéens et professeurs. Un enseignant a été interpellé. À Nanterre, les CRS sont intervenus contre le blocus au lycée Joliot-Curie. À Paris, même les lycéens du très bourgeois lycée Charlemagne ont été violentés par les CRS !

Ces violences sont allées crescendo jusqu'au vendredi 6 novembre qui a vu de très nombreuses interpellations de lycéens dans toutes les villes : Paris, Rouen, Bordeaux… À Aulnay-sous-Bois, les flics sont allés jusqu'à dénuder un élève en pleine rue et le laisser en slip !

Cette répression qui s'abat maintenant aussi contre les membres du personnel n'est pas un hasard. Dans un article du 6 novembre, *l'Humanité* a révélé un courrier du ministère aux recteurs, daté du 15 octobre, leur demandant de ficher et de compter comme grévistes les professeurs affichant leur soutien au mouvement et descendant sur les blocus. *L'Humanité* alerte d'ailleurs sur le fait que ces fichages pourraient servir ensuite à des sanctions disciplinaires.

Face à cette accumulation, les syndicats et les partis de gauche affichent leur indignation mais ne proposent… rien. Même dans les revendications de l'appel à la grève du 10 novembre par l'intersyndicale de l'éducation, les mots d'ordre de retrait des forces de police des établissements, d'arrêt de la collaboration entre l'éducation nationale et les services policiers, et d'amnistie générale pour tous les lycéens, ne figurent pas, alors que c'est la revendication première de nombreuses AG d'établissements.

AURÉLIEN PERENNA

Un bon exemple, nos « petits copains en Chine »

Philippe Juvin, député LR, a déclaré : *« Aux lycéens, je leur dis de retourner travailler, de travailler dur, car les petits copains en Chine, ils travaillent dur… »* Raté : en Chine aussi, des élèves se rebellent contre une éducation intense et violente, où la journée commence par de la lecture debout dès 5 h 50.

Les 23 et 24 septembre, plus d'un millier de lycéens dans la ville de Ningde, province du Fujian, se sont mobilisés pour exiger que l'établissement supprime les études du soir précédant les vacances de la fête de la mi-automne. Ça a débuté pendant l'étude du soir du 23 septembre, où des élèves de seconde et de première ont commencé à applaudir, frapper les barrières, crier *« Rentrons chez nous »* en chantant *La Marche des volontaires* (l'hymne national). Le mouvement s'est étendu aux élèves de terminale et à plusieurs bâtiments d'enseignement, au point qu'applaudissements et cris résonnaient partout..



FILETS ANTI-CHUTE INSTALLÉS DANS LES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES POUR PRÉVENIR LES SUICIDES

Le 24 au matin, les élèves sont à nouveau sortis des salles de classe pour protester. Certains ont été emmenés par les responsables de niveau et le directeur du service de sécurité. Alors les élèves ont encerclé des membres de l'administration, obligeant ces derniers à promettre de transmettre leurs revendications à leurs supérieurs.

« LES DROITS S'OBTIENNENT PAR LA LUTTE » : DES MANIFESTATIONS D'ÉLÈVES ÉCLATENT DANS LE SICHUAN ET LE SHANXI

Le 23 septembre aussi, pour les mêmes raisons une protestation a éclaté au lycée d'Anyue de la ville de Ziyang, province du Sichuan, cris dans les dortoirs, menace d'aller saccager la cantine de l'établissement. Face à la protestation l'administration a cédé et rétabli trois jours de vacances pour la fête de la mi-automne.

Le lendemain, ce sont les élèves du lycée Kangjie de Yuncheng, dans le Shanxi qui manifestaient, placardant un peu partout des slogans à l'encontre du directeur : *« Yan Zongmin opprime les élèves »* et *« Les droits s'obtiennent par la lutte »*, afin d'exprimer leurs revendications.

CORRESPONDANT (D'APRÈS LE SITE YESTERDAYPROTESTS)

« LA CNL A DEUX PASSIONS : CONSTRUIRE LA GRÈVE ET COMBATTRE LA SÉLECTION ! »



Des lycéens de 30 villes différentes réunis pour décider ensemble de leur mobilisation ? Fait, dimanche 8 novembre à Paris pour leur quatrième coordination nationale ! Au programme : point d'étape sur la rentrée, comment approfondir les liens avec les travailleurs, que préparer pour arracher des victoires. Face à la répression policière et administrative, les lycéens sont clairs : pas question de se laisser désorganiser ou intimider, ils sont grévistes et réagissent collectivement, comme à Grenoble. Les assemblées générales à plusieurs centaines dans les établissements de Nantes montrent la voie. Les équipes les plus mobilisées peuvent y convaincre tous leurs camarades de classe de prendre part au mouvement. Quant aux négociations initiées par le gouvernement dans leur dos, ça ne passe pas : comme dit dans l'appel, il faut arracher l'abrogation de Parcoursup et des moyens pour l'éducation, tous ensemble, en renforçant la coordination nationale et son comité de liaison pour diriger notre propre lutte ! Alors d'Aix à Lille en passant par Bordeaux et Nancy, on remet ça dimanche 15 novembre pour une cinquième coordination !

A.M

Mobilisation étudiante : que faire avec nos lieux d'études ?

Partout où les étudiants tentent de s'organiser, les administrations ferment les campus à double tour, et tentent d'imposer le distanciel pour décourager toute personne qui cherche à se mobiliser pour la première fois. Même quand les facs sont encore accessibles, la menace plane toujours, à laquelle s'ajoute le spectre des examens. L'occupation des universités apparaît ainsi aux étudiants comme une alternative constructive au blocage en permettant d'ouvrir des campus sans retour à la normale.

Une occupation d'université peut permettre de maintenir nos lieux d'études ouverts tout en les transformant en point de chute de la mobilisation.

Les occupations s'accompagnent également d'« universités populaires » où étudiants comme professeurs organisent des cours « alternatifs » à destination de toutes celles et ceux qui le souhaitent : que ça soit sur mai 68, des projections militantes et des tutorats pour lycéens. Mais pour que les occupations servent véritablement de « base arrière » de la mobilisation, les comités de mobilisation doivent organiser des adresses continues vers l'extérieur : vers les autres étudiants et directement vers les travailleurs.

Les occupations ne peuvent survivre et servir la mobilisation qu'en lien permanent avec l'extérieur. D'autant plus que le gouvernement peut compter sur l'appui des présidences de facs pour envoyer ses flics les déloger comme à Paris 3, Jussieu ou Paul Sabatier à Toulouse… Batailler pour la (ré)ouverture des établissements, c'est aussi se battre pour avoir des lieux de réunion, des salles pour organiser des AG dans le but d'amplifier la mobilisation, et de les rendre utiles à la construction du rapport de force.

EMKA RENART

RETOUR SUR LA DERNIÈRE COORDINATION NATIONALE ÉTUDIANTE

Le 8 novembre dernier à Lyon, 135 délégués de 55 campus et 22 villes différentes se réunissaient dans l'ENS occupée pour débattre des perspectives de la mobilisation.

Les délégués ont dénoncé la répression policière contre les occupations d'universités, les cours en distanciel et pression des examens, tout en notant l'enracinement du mouvement.

Cette 3e CNE se tenait à la suite du 5 novembre, marquant une nouvelle étape dans la mobilisation, et à la veille de la « conférence sociale » de Lecornu. Hors de question pour les délégués présents de se satisfaire des miettes à venir : l'heure est à la consolidation de la lutte et à la mobilisation au-delà des calculs des directions syndicales.

La CNE a ainsi rejoint l'appel de la CNL à s'adresser massivement aux travailleurs le 12 novembre, ainsi qu'à organiser une journée nationale de mobilisation le 17 novembre.

La prochaine CNE aura lieu à Toulouse le week-end du 21-22 novembre. Faisons élire des délégations dans toutes nos AG !

Week-end de formation : soyons la génération révolution !

Tu participes à la mobilisation ? Prendre le temps de comprendre qui sert la police, à quoi peut ressembler une grève générale ou comment combattre l'extrême droite est peut-être ce que tu peux faire de plus utile pour continuer à militer. En s'inspirant des luttes du passé (1968, 1986, 2006) et de celles du reste du monde (en présence de camarades de différents pays), on propose une formation qui démontre la nécessité bien actuelle de la révolution !

Pas besoin d'être déjà militant, le but est de transmettre les idées communistes révolutionnaires et de les faire vivre aujourd'hui. Avec des centaines de jeunes de toute la France, viens assister à notre week-end de formation les 28 et 29 novembre prochains et au meeting du NPA-Révolutionnaires !

Inscritption